

moyenne de la production globale des pays producteurs de blé était d'environ six milliards de boisseaux par année. Durant les trois années suivantes, le chiffre de cette production s'est élevé à environ sept milliards de boisseaux.

Vu la nouvelle offensive économique de l'URSS, qui comprend un accroissement d'emblavures de l'ordre de plusieurs dizaines de millions d'acres, il y a lieu de se demander comment le problème pourra se résoudre à l'avenir, car il est certain que si, d'ici cinq ans, la Russie donne suite à son projet d'accroître de 75 millions d'acres la superficie affectée au blé et aux autres céréales, les excédents qui s'accumuleront dans l'URSS et dans les pays qui lui sont alliés par le pacte de Varsovie aggraveront encore bien davantage les problèmes que posent déjà nos excédents.

Pour ce qui est de la résolution cependant, c'est un progrès. Les organismes agricoles en général l'approuvent. C'est, de la part du Gouvernement, un effort tenté en vue de résoudre un problème qui s'aggrave d'année en année à mesure qu'augmentent nos excédents de blé. Sachant que la mesure est attendue et qu'elle donne suite à une idée que notre groupe a maintes fois exprimée à la Chambre, nous allons appuyer la résolution.

**M. Quelch:** Monsieur le président, les membres de notre parti appuient le principe général dont s'inspire la motion. Par ailleurs, nous croyons que l'entreposage et l'écoulement des excédents ne peuvent se régler qu'à l'échelon international. Par le passé, hélas! des pays ont refusé d'offrir la collaboration nécessaire à cette fin, et les tentatives faites par la FAO en vue d'établir un Office mondial des denrées et un Office international pour l'échange des produits ont été bloquées par les États membres de cet organisme. Ainsi nous n'avons pu, sur le plan international, régler la question des excédents, de sorte qu'aujourd'hui les pays producteurs ont des excédents sur les bras.

On ne peut s'empêcher de se demander ce qui est arrivé aux idéals dont nous avons tellement entendu parler au début de l'après-guerre. On a dit que nous devrions abolir dans le monde la misère et la pauvreté et que nous ne devrions jamais plus souscrire à une politique qui permet de réduire et de détruire la production quand règne la disette. Certes, les cultivateurs ont fort bien surmonté les difficultés de la production; ils l'ont accrue à tel point qu'il existe aujourd'hui de très fortes réserves de blé. Par ailleurs, en présence de ces grosses réserves d'aliments, la moitié de l'univers souffre encore de la faim. Il y a lieu de demander quelles mesures se prennent actuellement pour acheminer ces

gros excédents de vivres vers ceux qui en ont un si cruel besoin. A l'échelon international, je le répète, nous n'avons pas fait grand chose. Les mesures prises en ce sens équivalent à une goutte d'eau dans la mer.

A l'heure actuelle, les États-Unis restreignent leur production et prennent des dispositions en vue de réduire leurs emblavures. Au Canada, nous comptons surtout sur une récolte déficitaire pour résoudre le problème. Je veux dire par là que le Gouvernement compte dans une large mesure sur les voies normales du commerce pour vendre son blé. Il ne pourrait donc vendre que l'équivalent d'une récolte normale, ce qui ne réduirait évidemment pas nos excédents. J'affirme donc qu'en somme la ligne de conduite du Gouvernement en vue de réduire les excédents ne pourra réussir que si la récolte est déficitaire ou nulle.

D'autre part, une modification de la politique commerciale entraînerait évidemment une expansion considérable des débouchés. Je n'ai pu m'empêcher de remarquer ce que les journaux ont publié au sujet des paroles que sir Anthony Eden a prononcées lors de son séjour à Ottawa, il y a quelques jours. Je cite un extrait d'une nouvelle que le *Journal d'Ottawa* a publiée le 7 février 1956 et qui est intitulée: "Le Canada doit acheter davantage au Royaume-Uni":

Alors que le Canada tient à vendre plus de denrées, surtout des excédents de blé et d'autres produits alimentaires, sir Anthony Eden a déclaré nettement que notre pays doit s'attendre à acheter et à vendre davantage sur le marché anglais.

Plus loin, selon le journal, sir Anthony aurait dit:

L'an dernier, le Canada a exporté en Grande-Bretagne environ deux fois plus de denrées qu'elle ne lui en a vendu. Nous voulons bien que ces échanges continuent de s'accroître, mais il importe au plus haut point de rectifier ce déséquilibre.

J'aimerais particulièrement attirer là-dessus l'attention du ministre du Commerce, car lorsque, par le passé, j'ai répété maintes et maintes fois qu'il fallait essayer d'établir un équilibre commercial entre le Canada et la Grande-Bretagne, le ministre du Commerce a toujours répondu: "Allons donc! Nous ne pouvons pas équilibrer les échanges unilatéralement; il faut que cela se fasse multilatéralement." Or voici le premier ministre du Royaume-Uni qui nous dit sans ambages que, si nous voulons accroître nos ventes à la Grande-Bretagne, nous devons être prêts à acheter davantage à ce pays. Pour montrer notre bonne foi, nous avons proposé d'accepter des livres sterling de la Grande-Bretagne, en précisant bien que ces devises serviraient à l'achat de marchandises britanniques. Le ministre a déjà indiqué que, si nous acceptons des livres sterling à